



LE MINISTRE

Paris, le **10** **JUIL.** 2017

Nos Réf. : ECO/2017/22985/C

Monsieur le Président de la Commission d'enquête,

Je vous remercie de votre invitation à participer à un échange de vues avec les Membres de la commission d'enquête sur le blanchiment des capitaux, l'évasion fiscale et la fraude fiscale le 11 juillet prochain mais je vous prie de bien vouloir m'excuser car je suis tenu par des engagements qui m'obligent à être en France pendant cette réunion.

Toutefois, comme vous le savez, la France est pleinement engagée, tant au niveau européen qu'international, afin de faire progresser la transparence fiscale et financière. Dans le même sens, j'estime que l'impulsion donnée également en ce sens par le Parlement européen et la Commission que vous présidez en particulier est essentielle pour pouvoir collectivement parvenir à des résultats à la hauteur de nos ambitions dans le domaine de la lutte contre le blanchiment, la fraude et l'évasion fiscales.

A cet égard, nous avons déjà engrangé, au niveau de l'Union européenne, des premiers résultats significatifs. Nous avons ainsi, en deux ans et demi, pas moins de six directives visant à renforcer la transparence fiscale ou à mieux lutter contre l'optimisation fiscale. C'est sans précédent mais il reste encore à faire. En particulier, il est impératif que le Conseil mène à bien ses travaux en cours afin d'établir une liste européenne d'Etats et territoires non coopératifs dans le domaine fiscal d'ici à la fin de l'année. De même, j'appelle de mes vœux un accord dans les meilleurs délais s'agissant de la révision de la directive relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme. Enfin, je souhaite également que le Conseil puisse rapidement trouver un accord sur la récente proposition de directive qui vise à renforcer les règles de

Monsieur Werner LANGEN  
Président de la Commission d'enquête « PANA »  
Parlement européen  
60 rue de Wiertz  
ASP 15<sup>E</sup>108  
B-1047 Bruxelles

.../...

transparence pour les intermédiaires en matière de planification fiscale<sup>1</sup> dont j'espère qu'elle sera également soutenue par le Parlement.

Je souhaite donc que nous puissions continuer à travailler de concert avec le Parlement européen afin d'atteindre ces objectifs. A cet égard, le prochain rapport de la Commission que vous présidez sera très utile pour y parvenir.

Je vous renouvelle mes regrets de ne pas pouvoir participer à vos échanges le 11 juillet mais nous pourrons, si vous le souhaitez, trouver une autre occasion d'échanger sur ces dossiers qui doivent demeurer des priorités de premier plan pour l'Union européenne.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

*Tr. cad. devant,*



Bruno LE MAIRE

---

<sup>1</sup> Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.